

3° le titre de l'invention;  
 4° le numéro et la date de l'autorisation de mise sur le marché en Belgique ainsi que le produit qu'elle identifie;  
 5° le cas échéant, le numéro et la date de la première autorisation de mise sur le marché dans la Communauté.

**Art. 4. § 1<sup>er</sup>.** Lorsque la demande de certificat et le produit qui en fait l'objet satisfont aux conditions prévues à l'article 3 du règlement et à l'article 2 du présent arrêté, l'Office délivre le certificat.

§ 2. Sous réserve du § 3, la demande est rejetée si cette demande ou le produit qui en fait l'objet ne satisfait pas aux conditions prévues au § 1<sup>er</sup>.

§ 3. Si la demande ne satisfait pas aux conditions prévues à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, l'Office invite le demandeur à remédier aux irrégularités constatées dans le délai de deux mois à partir de la notification de cette invitation. Sur demande motivée, l'Office peut prolonger le délai de deux mois. S'il n'est pas remédié dans le délai prescrit aux irrégularités, la demande est rejetée par l'Office.

**Art. 5. § 1<sup>er</sup>.** Mention de la délivrance du certificat est publiée au Registre moyennant les indications suivantes :

1° le nom et l'adresse du titulaire du certificat;  
 2° le numéro du brevet de base;  
 3° le titre de l'invention;  
 4° le numéro et la date de l'autorisation de mise sur le marché en Belgique, ainsi que le produit qu'elle identifie;  
 5° le cas échéant, le numéro et la date de la première autorisation de mise sur le marché dans la Communauté.  
 6° la durée du certificat.

§ 2. Mention du rejet de la demande de certificat est publiée au Registre. Cette mention doit comporter les indications mentionnées à l'article 3 du présent arrêté.

**Art. 6.** L'extinction du certificat en application de l'article 14, point b du règlement ou l'annulation conformément à l'article 15 du règlement est inscrite au Registre moyennant les indications suivantes :

1° le nom et l'adresse du titulaire du certificat;  
 2° le numéro du brevet de base;  
 3° le titre de l'invention.

**Art. 7.** Le présent arrêté entre en vigueur le 2 janvier 1993.

**Art. 8.** Notre Ministre des Affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 5 janvier 1993.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires économiques,  
**M. WATHELET**

3° titel van de uitvinding;

4° nummer en datum van de vergunning voor België alsmede het door de vergunning geïdentificeerde produkt;

5° indien van toepassing, nummer en datum van de eerste vergunning voor het in de handel brengen in de Gemeenschap.

**Art. 4. § 1.** Indien de aanvraag voor het certificaat en het produkt waarop de aanvraag betrekking heeft, voldoen aan de voorwaarden vervat in artikel 3 van de verordening en in artikel 2 van dit besluit, levert de Dienst het certificaat af.

§ 2. Onverminderd het bepaalde in § 3 wordt de aanvraag verworpen, indien deze laatste of het produkt waarop zij betrekking heeft, niet voldoet aan de voorwaarden bedoeld in § 1.

§ 3. Indien de aanvraag niet aan de in artikel 2, § 1, genoemde vereisten voldoet, verzoekt de Dienst de aanvrager om de vastgestelde gebreken te herstellen binnen de termijn van twee maanden vanaf de kennisgeving van dit verzoek. Op een met redenen omkleed verzoek kan de Dienst de termijn met twee maanden verlengen. Indien binnen de gegeven termijn de vastgestelde gebreken niet zijn hersteld wordt de aanvraag verworpen.

**Art. 5. § 1.** De verlening van het certificaat wordt in het Register gepubliceerd, onder vermelding van volgende gegevens :

1° naam en adres van de houder van het certificaat;  
 2° nummer van het basisoctrooi;  
 3° titel van de uitvinding;  
 4° nummer en datum van de vergunning voor België, alsmede het in die vergunning geïdentificeerde produkt;  
 5° indien van toepassing, nummer en datum van de eerste vergunning voor het in de handel brengen in de Gemeenschap.  
 6° duur van het certificaat.

§ 2. De verwerping van de aanvraag voor een certificaat wordt in het Register gepubliceerd, onder vermelding van de in artikel 3 van dit besluit genoemde gegevens.

**Art. 6.** Het verval van het certificaat krachtens artikel 14, onder b van de verordening, evenals de nietigheid van het certificaat overeenkomstig artikel 15 van de verordening, worden door de Dienst bekendgemaakt, onder vermelding van :

1° naam en adres van de houder van het certificaat;  
 2° nummer van het basisoctrooi;  
 3° titel van de uitvinding.

**Art. 7.** Dit besluit treedt in werking op 2 januari 1993.

**Art. 8.** Onze Minister van Economische Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 5 januari 1993.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Minister van Economische Zaken,  
**M. WATHELET**

**MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,  
 DU COMMERCE ÉTRANGER  
 ET DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT**

F. 93 — 249

**8 JANVIER 1993.** — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 25 avril 1956 fixant le statut des agents du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

**BAUDOUIN**, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 25 avril 1956 fixant le statut des agents du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, notamment l'article 2, alinéa 5, et les articles 32 à 35, remplacés par l'arrêté royal du 10 juin 1987;

**MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,  
 BUITENLANDSE HANDEL  
 EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING**

N. 93 — 249

**8 JANUARI 1993.** — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 april 1956 tot vaststelling van het statuut der personeelsleden van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel

**BOUDEWIJN**, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 66, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 april 1956 tot vaststelling van het statuut der personeelsleden van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel, inzonderheid op artikel 2, vijfde lid, en op de artikelen 32 tot 35, vervangen bij het koninklijk besluit van 10 juni 1987;

Vu le protocole du Comité de Secteur I, daté du 17 juin 1992;  
Vu l'avis du Conseil d'Etat;  
Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires étrangères,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 2, alinéa 5, de l'arrêté royal du 25 avril 1956 fixant le statut des agents du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, est remplacé par la disposition suivante :

« Les agents de la carrière du Service extérieur et de la carrière de Chancellerie ne peuvent rien publier qui soit susceptible de mettre en cause les relations de la Belgique avec d'autres Etats. »

**Art. 2.** L'article 32, § 4, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 10 juin 1987, est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. Le rappel à l'ordre, le blâme et la suspension disciplinaire sont prononcés par le Ministre des Affaires étrangères. »

**Art. 3.** L'article 33, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 10 juin 1987, est remplacé par la disposition suivante :

« Avant que la procédure disciplinaire ne soit entamée, l'agent est informé par écrit des faits qui lui sont reprochés. »

**Art. 4.** A l'article 34, du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 10 juin 1987, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> le § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, est remplacé par la disposition suivante :

« § 1<sup>er</sup>. Les deux premières peines prévues à l'article 32, § 1<sup>er</sup>, sont prononcées sur proposition motivée du Conseil de direction.

Les autres peines sont prononcées sur proposition motivée d'une commission disciplinaire. »;

2<sup>o</sup> le § 2, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. L'intéressé présente sa défense devant le Conseil de direction ou la commission.

Il peut se faire assister par la personne de son choix, dont il communique préalablement le nom au Conseil de direction ou à la commission. »;

3<sup>o</sup> le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Le Secrétaire général communique au Ministre des Affaires étrangères la proposition de peine et informe en même temps l'agent intéressé de cette communication.

La proposition de peine du Conseil de direction est communiquée dans un délai de deux mois à partir du jour de l'expiration du délai fixé par l'article 33, alinéa 3; pour la proposition de peine de la commission un délai de deux mois est prévu à partir de la composition définitive de la commission.

A partir de la communication faite par le Secrétaire général, le Ministre des Affaires étrangères dispose de quarante-cinq jours francs pour notifier à l'agent la proposition; passé ce délai l'autorité compétente pour infliger la peine est censée y renoncer. »;

4<sup>o</sup> le § 4 est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. L'agent peut introduire un recours contre la proposition visée au § 3 auprès de la Chambre de Recours qui donne un avis motivé avant toute décision de l'autorité compétente.

Il dispose à cet effet d'un délai de vingt jours francs à dater du jour de la réception de la notification prévue au § 3, alinéa 3. »

**Art. 5.** L'article 35, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 10 juin 1987, est remplacé par la disposition suivante :

« L'autorité compétente ne peut prononcer une peine plus lourde que celle qui est proposée.

Elle ne peut avoir égard qu'aux faits qui ont justifié la procédure disciplinaire. »

**Art. 6.** A l'article 36, § 3, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 10 juin 1987, est inséré un alinéa 3, rédigé comme suit :

« Nul ne peut faire l'objet d'une action disciplinaire pour des faits déjà punis disciplinairement. »

**Art. 7.** A l'article 36 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 10 juin 1987, est inséré un § 7, rédigé comme suit :

« § 7. La présente section est applicable aux stagiaires. »

Gelet op het protocol van Sectorcomité I van 17 juni 1992;  
Gelet op het advies van de Raad van State;  
Op de voordracht van Onze Minister van Buitenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Artikel 2, vijfde lid, van het koninklijk besluit van 25 april 1956 tot vaststelling van het statuut der personeelsleden van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De ambtenaren van de carrière Buitenlandse Dienst en van de Kanselarijcarrière mogen niets publiceren dat de betrekkingen tussen België en andere Staten in het gedrang kan brengen. »

**Art. 2.** Artikel 32, § 4, eerste en tweede lid, van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 juni 1987, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 4. De terechtwijzing, de blaam en de tuchtschorsing worden uitgesproken door de Minister van Buitenlandse Zaken. »

**Art. 3.** Artikel 33, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 juni 1987, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Alvorens de tuchtprocedure wordt ingesteld, wordt de ambtenaar schriftelijk ingelicht over de feiten die hem ten laste worden gelegd. »

**Art. 4.** In artikel 34, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 10 juni 1987, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> § 1, eerste lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. De eerste twee van de bij artikel 32, § 1, bepaalde straffen worden uitgesproken op een met reden omkleed voorstel van de Directieraad.

De overige straffen worden uitgesproken op een met reden omkleed voorstel van een tuchtcommissie. »;

2<sup>o</sup> § 2, eerste en tweede lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. De betrokkene draagt zijn verdediging voor bij de Directieraad of de commissie.

Hij kan zich laten bijstaan door een persoon naar zijn keuze wiens naam hij vooraf aan de Directieraad of de commissie heeft medegedeeld. »;

3<sup>o</sup> § 3 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 3. De Secretaris-Generaal deelt het strafvoorstel mede aan de Minister van Buitenlandse Zaken en licht tegelijkertijd de betrokken ambtenaar over die mededeling in.

Het strafvoorstel van de Directieraad wordt medegedeeld binnen een termijn van twee maanden die ingaat op de dag waarop de bij artikel 33, derde lid, bedoelde termijn verstrijkt; voor het strafvoorstel van de commissie geldt een termijn van twee maanden vanaf de definitieve samenstelling van de commissie.

Met ingang van die mededeling door de Secretaris-Generaal beschikt de Minister van Buitenlandse Zaken over vijftien volledige dagen om aan de ambtenaar kennis te geven van het strafvoorstel; na het verstrijken van die termijn wordt de overheid die bevoegd is voor het opleggen van de straf, geacht hiervan af te zien. »;

4<sup>o</sup> § 4 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 4. De ambtenaar kan tegen het in § 3 bedoelde voorstel beroep instellen bij de Raad van Beroep die voor iedere beslissing van de overheid een gemotiveerd advies uitbrengt.

Hij beschikt daartoe over een termijn van twintig volle dagen met ingang van de dag van ontvangst van de kennisgeving bedoeld in § 3, derde lid. »

**Art. 5.** Artikel 35, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 juni 1987, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De bevoegde overheid kan geen zwaardere straf uitspreken dan die welke is voorgesteld.

Ze mag slechts de feiten in aanmerking nemen die de tuchtprocedure gerechtvaardigd hebben. »

**Art. 6.** In artikel 36, § 3, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 juni 1987, wordt een derde lid ingevoegd, luidende :

« Niemand kan het voorwerp van een tuchtvordering uitmaken voor feiten die reeds tuchtrechtelijk zijn bestraft. »

**Art. 7.** In artikel 36 van het hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 juni 1987, wordt een § 7 ingevoegd, luidende :

« § 7. Deze afdeling is toepasselijk op de stagiairs. »

**Art. 8.** L'action disciplinaire entamée avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté est poursuivie selon les dispositions statutaires applicables avant cette date.

**Art. 9.** Notre Ministre des Affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Donné à Motril (Espagne), le 8 janvier 1993.

**BAUDOIN**

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,  
W. CLAES

**Art. 8.** De tuchtvordering die ingesteld is voor de datum van inwerkingtreding van dit besluit, wordt afgehandeld volgens de statutaire bepalingen die vóór deze datum van kracht waren.

**Art. 9.** Onze Minister van Buitenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit dat in werking treedt de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Gegeven te Motril (Spanje), 8 januari 1993.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,  
W. CLAES

### MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

F. 93 — 250

[C — 16200]

**9 DECEMBRE 1992.** — Arrêté royal portant des dispositions zootechniques et de police sanitaire vétérinaire concernant la production, le traitement, le stockage, l'usage, les échanges intracommunautaires et l'importation du sperme de bovin.

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux, modifiée par les lois des 29 décembre 1990 et 20 juillet 1991;

Vu l'arrêté ministériel du 28 juillet 1971 relatif à l'importation, à l'exportation, au transit et aux échanges entre les pays du Benelux d'animaux vivants et de certains produits d'origine animale et végétale, notamment les articles 54 à 56 compris;

Vu la loi du 20 juin 1956 relative à l'amélioration des races d'animaux domestiques utiles à l'agriculture, modifiée en dernier lieu par la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux;

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, modifiée par la loi du 29 décembre 1990;

Vu l'arrêté royal du 23 septembre 1971 relatif à l'amélioration de l'espèce bovine;

Vu la Directive 77/504/CEE du Conseil du 25 juillet 1977 concernant les animaux de l'espèce bovine reproducteurs de race pure, modifiée par la Directive 79/268/CEE du Conseil du 5 mars 1979;

Vu la Directive 87/328/CEE du Conseil du 18 juin 1987 relative à l'admission à la reproduction des bovins reproducteurs de race pure;

Vu la Directive 91/174/CEE du Conseil du 25 mars 1991, relative aux conditions zootechniques et généalogiques régissant la commercialisation d'animaux de race et modifiant les Directives 77/504/CEE et 90/425/CEE;

Vu la Décision 86/130/CEE de la Commission du 11 mars 1986 fixant les méthodes de contrôle des performances et d'appréciation de la valeur génétique des animaux de l'espèce bovine reproducteurs de race pure;

Vu la Décision 88/124/CEE de la Commission du 21 janvier 1988 fixant la présentation type des certificats généalogiques relatifs au sperme et aux ovules fécondés d'animaux de l'espèce bovine reproducteurs de race pure et les mentions à y faire figurer;

Vu la Directive 88/407/CEE du Conseil du 14 juin 1988 fixant les exigences de police sanitaire applicables aux échanges intracommunautaires et aux importations de sperme surgelé d'animaux de l'espèce bovine, modifiée par la Directive 90/120/CEE;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifiées par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que la mise en application des exigences communautaires nécessite la mise en place d'une réglementation pour l'organisation sanitaire de l'insémination artificielle bovine;

### MINISTERIE VAN LANDBOUW

N. 93 — 250

[C — 16200]

**9 DECEMBER 1992.** — Koninklijk besluit betreffende veterinairrechtelijke en zoötechnische voorwaarden aangaande de productie, de behandeling, de bewaring, het gebruik, het intracommunautair handelsverkeer en de invoer van rundersperma

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de diergezondheidswet van 24 maart 1987, gewijzigd bij de wetten van 29 december 1990 en 20 juli 1991;

Gelet op het ministerieel besluit van 28 juli 1971, betreffende de invoer, de uitvoer, de doorvoer en het verkeer tussen de Beneluxlanden van levende dieren en van de bepaalde producten van dierlijke en plantaardige oorsprong, inzonderheid artikel 54 tot en met artikel 56;

Gelet op de wet van 20 juni 1956 betreffende de verbetering van de rassen van voor de landbouw nuttige huisdieren, laatst gewijzigd bij de Diergezondheidswet van 24 maart 1987;

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, gewijzigd bij de wet van 29 december 1990;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 september 1971 betreffende de verbetering van het rundveeras;

Gelet op de Richtlijn 77/504/EEG van de Raad van 25 juli 1977 betreffende de raszuivere fokrunderen, gewijzigd bij de Richtlijn 79/268/EEG van de Raad van 5 maart 1979;

Gelet op de Richtlijn 87/328/EEG van de Raad van 18 juni 1987 betreffende de toelating van raszuivere fokrunderen tot de voortplanting;

Gelet op de Richtlijn 91/174/EEG van de Raad van 25 maart 1991, inzake zoötechnische en genealogische voorschriften voor de handel in rasdieren en tot wijziging van de Richtlijn 77/504/EEG en 90/425/EEG;

Gelet op de Beschikking 86/130/EEG van de Commissie van 11 maart 1986 houdende vaststelling van methoden inzake prestatieonderzoek en van methoden voor de beoordeling van de genetische waarde van raszuivere fokrunderen;

Gelet op de Beschikking 88/124/EEG van de Commissie van 21 januari 1988 houdende vaststelling van het model van de stamboekcertificaten betreffende sperma en bevruchte eicellen van raszuivere fokrunderen en de gegevens die hierop moeten voorkomen;

Gelet op de Richtlijn 88/407/EEG van de Raad van 14 juni 1988, tot vaststelling van de veterinairrechtelijke voorschriften van toepassing op het intracommunautair handelsverkeer in diepgevroren sperma van runderen en de invoer daarvan, gewijzigd bij Richtlijn 90/120/EEG;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de invoering van communautaire eisen terzake de invoering van een reglementering voor de sanitaire organisatie van de kunstmatige inseminatie bij runderen noodzakelijk maakt;